

# L'ACTUALITE DU MOIS

## Septembre 2009

### Les mercredis de l'Europe : Un mois d'actualité européenne

**Alain REGUILLON,**

vice-président d'Europe info Rhône-Alpes,

Secrétaire général de l'Union des fédéralistes européens (UEF France)

L'actualité du mois de septembre est marquée par la reconduction de José-Manuel BARROSO à la **présidence de la commission européenne** ; par le **référendum irlandais**, bien que se déroulant le 2 octobre ; Par la division des Européens face à la **politique énergétique** et par la proximité de la réunion de Copenhague sur le **climat**. En complément de ces dossiers, j'introduis deux rubriques que vous retrouverez chaque mois : « **Quoi de neuf chez nos partenaires ?** » Et, « **De tout un peu** ». Ces rubriques évoqueront un certain nombre de points qui ont aussi fait l'actualité, mais qu'il serait trop long de développer.

#### La présidence de la commission

Ce long feuillet qui agite le monde politique depuis bientôt six mois s'est achevé le 16 septembre par la **réélection de José-Manuel BARROSO** à la présidence de la commission.

Le traité de Nice exige une majorité simple. Celui de Lisbonne établit une majorité absolue soit 369 voix sur 736.

Bien que l'élection se fasse sous le régime de Nice, la perspective de « Lisbonne » imposait d'anticiper la majorité absolue. Avec **382 voix**, M. BARROSO est désormais légitime au regard du traité de Lisbonne.

El País titrait « *Un grand pas pour BARROSO, un petit pas pour l'Europe ?* ». Quant à The Independent de Londres, il titrait « *Monsieur « faute de mieux », vraiment ?* ». La presse française est restée neutre !

La réalité de cette élection repose sur le fait qu'aucun adversaire n'était opposé au président sortant. Les socialistes divisés lui ont donné 30 voix (majoritairement ibériques ; certains

ont parlé de vote ethnique !) ; Plus de 60 libéraux sur 84 ont voté pour à l'image du groupe PPE et des conservateurs eurosceptiques ; Seuls les verts et le front de gauche ont été cohérents en votant contre avec les socialistes français et les représentants du MODEM.

Cette élection est le résultat de tractations depuis l'échec de juillet. Durant cette période et pendant le grand oral devant les parlementaires, M. BARROSO a beaucoup promis, essayant de donner satisfaction à chaque groupe.

Il a même promis la création d'un certain nombre de portefeuilles dans la prochaine commission, allant jusqu'à tenter « d'accrocher » les verts en indiquant qu'un commissaire serait chargé du changement climatique. Quant aux libéraux ils ont obtenu qu'un poste de commissaire soit réservé aux droits fondamentaux et aux libertés civiles ; Quant aux socialistes ils devraient obtenir

# L'ACTUALITE DU MOIS

## Septembre 2009

pour l'un des leurs, le poste de Haut représentant pour la politique extérieure, vice-président de la commission.

Bref, autant de promesses qui n'apportent guère de nouveautés sous le ciel de l'Europe, sauf à laisser craindre un affaiblissement plus important encore de l'Union :

- 1) sur la scène internationale,
- 2) face à une accélération du mécontentement interne des citoyens,
- 3) Face à une position encore plus forte de l'intergouvernemental.

La commission ne joue plus le rôle que lui assignent les traités depuis 1958. Cet état de fait est souligné par les récents propos du secrétaire d'état aux affaires européennes, Pierre LELLOUCHE : « ***La commission ne peut pas se substituer aux états. C'est à eux de faire preuve de volonté politique.*** »

D'autres tractations sont désormais en court pour constituer la commission. L'actuelle devrait terminer son mandat le 31 octobre 2009. Si elle devait être remplacée au 1<sup>er</sup> novembre, ce qui paraît impossible, elle ne pourrait l'être que sous le régime du traité de Nice. Or, celui-ci indique : « *le nombre de membres de la commission est inférieur au nombre d'états membres. Les membres de la commission sont choisis sur la base d'une rotation égalitaire dont les modalités sont arrêtées par le conseil statuant à l'unanimité* ».

« ***Cette modification est applicable à partir de la date d'entrée en fonction de la première commission postérieure à la date d'adhésion du vingt septième état membre de l'Union*** ».

Nous sommes dans ce cas de figure depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Il appartiendra au conseil européen d'octobre de prolonger éventuellement le mandat de l'actuelle commission jusqu'à la fin de l'année et de faire coïncider sa prise de fonction avec l'entrée en vigueur du nouveau traité, pour peu qu'il puisse l'être à cette date.

Affaire à suivre...

### **Le traité de Lisbonne**

Avec **67.13% de oui**, les Irlandais ont adopté le traité de Lisbonne le 2 octobre. Plus de 55 % d'électeurs se sont déplacés.

En 2008, l'Irlande était en bonne santé économique et sociale. Elle avait beaucoup bénéficié de son appartenance à l'Union au point de devenir le « tigre celtique » accueillant des immigrés, elle qui, pendant tant de siècles, voyait partir ses enfants.

Cette aisance lui a fait penser qu'elle pouvait désormais être autonome, l'égoïsme l'emportant sur la solidarité sans laquelle elle ne serait pas sortie de la condition antérieure à son adhésion.

Ajouter à cela une mauvaise campagne du gouvernement et des partisans du OUI face à une offensive forte et argumentée (bien que mensongère) des opposants au traité et à l'Europe et vous obtenez un vote négatif à plus de 53 % ; Cela ne vous rappelle rien ?

Après plusieurs mois de discussions, le gouvernement irlandais obtenait des

# L'ACTUALITE DU MOIS

## Septembre 2009

concessions pour quatre points sur lesquels la campagne des « nonistes » avait portés :

- 1) l'assurance de respecter l'interdiction de l'avortement (**sujet sur lequel le traité n'a pas d'effet**),
- 2) l'assurance de ne pas être entraîné dans un conflit armé (**ce que le traité garanti par la règle de l'unanimité**),
- 3) l'assurance de conserver des impôts peu élevés (**point sur lequel l'union n'a pas d'effet et, en ce qui concerne la TVA, les harmonisations impliquent l'unanimité**)
- 4) l'assurance de conserver un commissaire irlandais dans la commission après 2014.

Ainsi, L'Irlande obtenait un faux nez (des promesses qui ne mangent pas de pain) et un chapeau à plume (le commissaire), mais cela était suffisant pour qu'elle revote.

**Merci la crise.** C'est sans doute cela qu'il eu fallu dire à l'annonce des résultats cette fois positif. Car là est le véritable ressort de ce OUI : la régression s'est installée ; le tigre celtique a perdu ses dents ; la faillite de l'Islande a fait prendre conscience aux Irlandais que, malgré tous les maux dont elle est accablée, l'Union protège. Sans l'intervention de la banque centrale européenne (BCE), l'Irlande serait aujourd'hui, comme l'Islande, ruinée.

Alors, l'égoïsme a de nouveau fonctionné, mais à l'envers. La solidarité redevenait une vertu puisqu'elle profitait aux ...Irlandais !

En constatant ce gâchis, je me demande si le oui est une bonne chose ? Ce traité rafistolé apporte certes quelques avancées, mais

valaient-elles autant de sacrifices au regard du traité initial ? Celui que les Français ont contribué à saborder ! Je n'en suis pas sur.

Le résultat irlandais ne clos cependant pas ce deuxième feuillet de la comitragédie européenne. Si le président polonais semble vouloir signer le texte ratifié par son parlement, il n'en va pas de même pour le président tchèque dont l'euroscpticisme ne faiblit pas.

Nous ne sommes pas au bout de nos peines d'autant que M. CAMERON, en Grande-Bretagne, veut remettre en cause la ratification du parlement britannique et la signature de la Reine. Étrange conception de la démocratie de la part de celui qui aspire à devenir le premier-ministre de la plus vieille démocratie parlementaire d'Europe !

Là encore, à suivre...le feuillet continu.

L'énergie dans tous les sens !

Le dossier énergétique n'est pas nouveau. Les événements de 2008, puis de début 2009 avec la fermeture des robinets de gaz russe en Ukraine, ont montré toute l'importance stratégique de cette matière première. Mise à part la Norvège, tous les États européens, dans et hors l'Union, sont dépendants d'approvisionnements extérieurs. Avec 25 % des réserves mondiales de gaz, la Russie pèse d'un poids d'autant plus grand que son gouvernement détient GAZPROM, l'incontournable entreprise d'exploitation et de distribution du gaz.

Les États-membres de l'Union ont promis de se doter d'une politique

# L'ACTUALITE DU MOIS

## Septembre 2009

énergétique commune, mais qu'en est-il vraiment ?

Les initiatives de la commission sont systématiquement retoquées et, les États, à travers leurs entreprises énergétiques, négocient individuellement, cédant progressivement aux exigences russes. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les Russes sont des partenaires à qui l'on ne peut se fier tant leurs intérêts primeront toujours sur les engagements pris, quel que soit le cocontractant.

Ainsi, la division est forte chez les États-membres engagés dans des projets concurrents. EDF s'apprête à entrer dans le consortium Souhstream aux cotés de la Russie, de l'Autriche et de l'Italie ; La Turquie et l'Autriche développent le projet NABUCCO, projet dont GDF a été écartée sous la pression turque lorsque le parlement français en 2007 a officiellement reconnu le génocide arménien. Autre projet de gazoduc où la France pourrait entrer aux cotés des Russes est des Allemands, c'est Nord Stream, pipeline de 1 200 km qui devrait passer sous la Baltique.

Ainsi, chaque pays fait cavalier seul avec ses compagnies nationales : E.ON et BASF en Allemagne, ENI en Italie, GAZUNIE aux Pays-Bas, EDF-Suez en France.

Cette attitude, largement impulsée par les industriels et par les « grands » pays, ignore les aspects géopolitiques de ce dossier et conduit à des aberrations pour limiter la dépendance énergétique.

Ainsi, la Grande-Bretagne, qui pourrait en 2016 manquer d'électricité, augmente de plus de 7 % sa production de charbon ; la Belgique décide de prolonger de 10 ans la durée de vie de trois centrales nucléaires, revenant sur la décision prise en 2003 d'arrêter ces réacteurs en 2015 ; La France pourrait également ouvrir une nouvelle mine de charbon dans la Nièvre après avoir cessé toute production en 2004 ; L'Italie est revenue sur le référendum de 1987 et prévoit de construire plusieurs centrales nucléaires ; Enfin, l'Allemagne elle-même envisage de relancer le recours au nucléaire.

Une fois encore, incorrigibles, les États privilégient les actions isolées ou seulement concertées avec un petit club de nantis (France, Allemagne, Italie pour les plus coupables). Ce qui ne les empêche pas, lors des conseils européens, d'affirmer la nécessité d'une politique énergétique commune.

C'est à la commission et au parlement désormais qu'il faudrait de l'énergie et de la volonté pour enrayer le nationalisme et retrouver les voies de l'intelligence et de la stratégie ! Mais...en seront-ils capables ?

### **Le climat divise :**

Le sommet de Copenhague au mois de décembre s'approche et les négociations piétinent. Ce sommet doit aboutir à un accord, que les Européens veulent ambitieux pour remplacer le protocole de Kyoto signé en 1998.

# L'ACTUALITE DU MOIS

## Septembre 2009

Les Vingt-sept ont pris l'engagement de baisser de 20 %, d'ici à 2020, les émissions de gaz à effet de serre. L'Union est prête à faire davantage en portant ses efforts à 30 % si ses partenaires à la négociation prennent des engagements significatifs.

Mais qu'en sera-t-il du résultat quand on constate que les pays qui représentent ensemble 50 % des rejets (USA-Chine) sont les plus réticents à prendre les bonnes mesures ? La Chine et l'Inde estiment que le climat reste un luxe des pays riches !

Il est vrai que les mesures à prendre pour utiliser d'autres énergies, d'autres technologies, d'autres façons de produire et de consommer vont avoir un coût. La commission européenne estime à 100 milliards d'euros le montant global de ce coût pour les seuls pays en voie de développement (PVD). La contribution de l'Europe pourrait être de 15 milliards si les Vingt-sept se mettent d'accord ; les PVD contribueraient à hauteur de 20 à 40 %, le reste devant être trouvé sur le marché international des **droits à polluer** ! (il fallait l'inventer !) et auprès d'autres contributeurs.

L'Amérique n'a pas fait connaître quel serait ses efforts pour diminuer son taux d'émission et apporter sa contribution aux PVD. La dernière réunion des ministres des finances du G20 réuni à Londres s'est, sur ce point, soldé par un échec. Or, ce « nouveau club », représente 85 % de la richesse mondiale. Cela ne laisse guère augurer un compromis ambitieux qui, telle que le propose l'Union européenne, devrait conduire à ce que le réchauffement climatique

planétaire ne dépasse pas 2 degrés maximum.

Le conseil européen d'octobre doit se prononcer sur la position commune des Vingt-sept. D'ores et déjà, une coordination des ministres des affaires étrangères s'est mise en place pour activer une solution ambitieuse : le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne et la Suède.

Dans une déclaration commune, ces ministres soulignent que sans accord ambitieux, effectif et équitable, le changement climatique aurait des conséquences désastreuses pour l'Europe et pour le monde. Les pays les plus pauvres, donc les plus vulnérables, verraient disparaître leurs efforts en matière de santé publique, d'agriculture et d'infrastructures. Les tensions sociales s'aggravaient et les migrations s'intensifieraient devant le manque d'eau et de terre. Ces situations pourraient accélérer une déstabilisation politique et de sécurité par des changements géopolitiques de grandes ampleurs.

L'union européenne semble avoir la volonté de prévenir ces désordres par un engagement fort et mettra tout son poids dans la négociation...encore faut-il que les Vingt-sept parlent d'une seule voix, ce que le prochain conseil européen devrait acter.

### Quoi de neuf chez nos partenaires ?

**En Allemagne**, Angela MERCKEL gagne les élections législatives et la CDU/CSU retrouve les libéraux du FDP pour gouverner. Avec une majorité de 53 % des sièges au Bundestag, la chancelière sortante est assurée de conserver son siège. Le gain de sièges

# L'ACTUALITE DU MOIS

## Septembre 2009

de la CDU/CSU est cependant modeste : 17 alors que le FDP en gagne 32. Le grand perdant de ces élections est le SPD -parti social démocrate- qui perd 75 sièges, alors que les verts en ont 17 de plus et la gauche radicale 23.

Le nouveau gouvernement devrait être constitué à la fin du mois d'octobre ;

**En République tchèque**, c'est la confusion. Au-delà des péripéties de la ratification du traité de Lisbonne, les élections législatives anticipées qui devaient se tenir en octobre ne se tiendront pas. Motif : La cour constitutionnelle a jugé que l'autodissolution de l'assemblée au mois de mars, n'était pas conforme à la constitution. Le parlement est donc tenu de poursuivre sa législature jusqu'à son terme en juin 2010.

Mais, Guignol a de la concurrence, les députés et les sénateurs ont l'intention de se réunir pour adopter un amendement à la constitution afin de permettre à la chambre des députés de se dissoudre à nouveau et de provoquer des élections en novembre !

Il est évident que cette situation n'est pas de nature à aider ce pays à se sortir de ses difficultés, ni à rassurer ses partenaires de l'Union qui pourraient bien décider de lui supprimer son commissaire dans la prochaine commission, si celle-ci devait se constituer selon le traité de Nice.

En **Grèce et au Portugal**, les socialistes gagnent les élections législatives. Je reviendrais sur ce sujet au mois de novembre.

**En Belgique**, les tensions entre Flamands et Wallons restent vives. La situation économique qui met à mal les finances ne facilite pas le dialogue. De sévères mesures vont devoir être prises, ce qui risque d'accentuer les tensions, les Flamands, qui disent vouloir atteindre l'équilibre financier en 2011, ont prévenu que leurs excédents financiers ne viendraient pas soulager le budget fédéral.

Ce pays connaît également un débat très animé sur l'interdiction de la burqa, les Belges étant divisés sur la proposition de loi déposée au Sénat par les libéraux.

Cette question ne se pose pas seulement en Belgique. D'autres pays sont concernés tels que l'Italie, la France, la Suède, les Pays-Bas, le Danemark ou encore le Luxembourg ou les règlements de police (il faut bien rire un peu) stipulent qu'en dehors des périodes de carnaval, il est interdit de sortir avec un masque !

**Au Royaume-Uni**, la campagne des élections législatives est d'ores et déjà commencée bien que le scrutin ne se déroulera qu'au mois de mai 2010.

Le leader des Tories, David CAMERON, prépare activement la victoire de son parti que tous les chroniqueurs estiment acquise, lui offrant ainsi la perspective de devenir premier ministre. La pression mise sur l'actuel premier ministre, Gordon BROWN n'aide pas ce dernier à faire face aux difficultés de son pays ; il apparaît affaibli sur la scène internationale ce qui n'aide pas à affirmer la Grande-Bretagne dans le règlement des affaires du monde.

# L'ACTUALITE DU MOIS

## Septembre 2009

Les Britanniques, qui m'étonneront toujours, sont très opposés à la nomination de Tony BLAIR à la présidence du conseil européen. Ils ne souhaitent pas, même indirectement, que leur ancien premier ministre revienne aux affaires. Ils ont quand même du bon sens !

### De tout un peu

**Le Conseil de l'Europe** s'est doté d'un nouveau secrétaire général en la personne du Norvégien Thorbjorn JAGLAND, ancien premier ministre et ministre des affaires étrangères. A noter que cette organisation qui comprend 47 États membres fête cette année son 60<sup>ème</sup> anniversaire.

**La protection du thon rouge** fait débat au sein de l'Union à quelques mois (mars 2010) de la prochaine réunion de la convention internationale sur ce sujet ; 175 pays font partis de cette convention. Une position unique et ambitieuse de l'union, telle que le proposait la commission le 22 septembre, aurait donné un signal fort à la communauté internationale afin de prendre les décisions utiles à sauver cette espèce. En 2009, les scientifiques préconisaient un quota de pêche à 15 000 tonnes. L'accord s'est fait sur 22 000 tonnes ; la réalité des prises a atteint 50 000 tonnes.

La France s'est opposée à la proposition de la commission et a entraîné un nombre suffisant de pays pour dégager une majorité qualifiée contre le texte.

Cette affaire montre combien les intérêts nationaux et le lobbying des industriels de la pêche ont joué contre l'intérêt général. Il faut savoir que la

totalité du thon pêché en méditerranée est vendu aux Japonais qui le paient un très bon prix. Profit quand tu nous tiens...

**La zone euro** n'est pas tirée d'affaire et nombre de pays, telle que la Finlande, connaissent des difficultés croissantes. Avec la chute de son PNB de 9.4 % et un recul de plus de 37 % des ses exportations, la Finlande est devenue un maillon faible de la zone euro. Deux pays retrouvent un peu d'élan : L'Allemagne et la France. Mais, plusieurs autres sont plus fortement ancrés dans la crise et ne voient pas le bout du tunnel : Espagne, Irlande, Italie, Portugal, Grèce. L'année 2010 ne s'annonce pas fameuse.

La banque centrale européenne (BCE) a su intervenir sagement et efficacement pour atténuer les effets de la crise. Elle reste l'outil essentiel au bon accompagnement de la sortie de crise. A présent, les États-membres souhaitent qu'elle coopère davantage encore, notamment en ne relevant pas trop vite son taux directeur.

Le grand problème de la zone euro reste l'incohérence entre une gestion monétaire conduite par la BCE et des politiques budgétaires pilotées par les gouvernements avec toutes les disparités que cela comprend.

L'urgence d'un vrai budget européen doté de ressources propres et l'émergence d'une vraie politique économique commune n'est plus à démontrer. Mais, l'obstacle des nationalismes, pourtant impuissants, ne laisse guère d'espoir quant à une solution rapide.

# L'ACTUALITE DU MOIS

## Septembre 2009

**78 millions de pauvres en Europe**, c'est ce que révèle une enquête conjointe du secours populaire français et de l'institut IPSOS. Plus de 16 % de la population de l'Union est pauvre ! Les jeunes, les personnes âgées et les ROMS sont les plus touchés par cette situation, y compris dans des pays riches. L'Europe compte 70 millions de mal-logés dont 18 millions menacés d'expulsion ; 3 millions de sans abris, dont nombre d'entre eux disposent pourtant d'un emploi, donc d'un revenu. Le nombre de travailleurs pauvres est évalué à 30 millions auxquels il convient d'ajouter 108 millions de travailleurs précaires.

Ces chiffres montrent que l'Union doit dépasser le marché intérieur et se préoccuper vraiment du bien être des Européens. Encore faut-il - nous en revenons toujours au même point- que les États lui en donne les moyens financiers et législatifs.

**Une femme à la tête de l'UNESCO.** Pour finir sur une note plus sympathique, le successeur du Japonais Koichiro MATSUURA est un Européen. C'est la diplomate bulgare Irina BOKOVA qui, au 5<sup>ème</sup> tour de scrutin, a été élue directrice générale de l'UNESCO, face au ministre égyptien de la culture, Farouk HOSNI.

Les Vingt-sept n'ont pas brillés par leur cohérence lors cette élection, la France, l'Italie et l'Espagne soutenant jusqu'au bout le candidat égyptien.

Cependant, pour la première fois, l'UNESCO est dirigé par une femme.

Lyon, le mercredi 6 octobre 2009